

**DOCUMENT DE DISCUSSION SUR L'AVENIR DES PROGRAMMES DE FORMATION
JUDICIAIRE ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE LA CONFÉRENCE DE LA HAYE**

établi par le Bureau Permanent

* * *

**DISCUSSION PAPER ON THE FUTURE OF HAGUE CONFERENCE JUDICIAL TRAINING
AND TECHNICAL ASSISTANCE PROGRAMMES**

drawn up by the Permanent Bureau

*Document d'information No 4 d'avril 2012
à l'intention du Conseil d'avril 2012
sur les affaires générales et la politique de la Conférence*

*Information Document No 4 of April 2012
for the attention of the Council of April 2012
on General Affairs and Policy of the Conference*

INTRODUCTION

1. Conformément aux Conclusions et Recommandations formulées par le Conseil sur les affaires générales et la politique (le « Conseil ») lors de sa réunion du 5 au 7 avril 2011¹, un groupe de travail à composition non limitée (« Groupe de travail sur l'assistance technique ») composé de Membres géographiquement représentatifs de la Conférence de La Haye a été constitué pour examiner les problématiques de l'assistance technique apportée par l'Organisation.

2. Réuni à La Haye les 17 et 18 novembre 2011, le Groupe de travail sur l'assistance technique a discuté, entre autres, du rôle de la Conférence en matière d'assistance technique, des priorités internes à l'Organisation et relatives à l'octroi d'une assistance technique à différents États, des besoins en ressources humaines, du financement, et du rôle des Membres, des experts et des bureaux régionaux dans l'assistance technique octroyée dans leurs régions respectives².

3. Tout en reconnaissant que l'assistance technique est importante car elle aide de nombreux États à mieux mettre en œuvre et faire fonctionner les Conventions de La Haye, les experts du Groupe de travail n'ont pas trouvé de consensus sur certaines questions fondamentales relatives à la nature, à l'étendue, à la gestion et au financement de l'assistance technique apportée par le Bureau Permanent³. C'est la raison pour laquelle le Groupe de travail a conclu qu'il serait prématuré de formuler une recommandation au Conseil quant à l'avenir de l'assistance technique au sein de l'Organisation et a suggéré que le Conseil ait une discussion générale sur la question lors de sa prochaine réunion en avril 2012⁴.

4. Ce document se propose de faciliter cette discussion en présentant au Conseil : (1) un bref aperçu de l'évolution des activités d'assistance technique du Bureau Permanent dans le contexte des orientations stratégiques de la Conférence dans son ensemble et (2) les orientations stratégiques qui pourraient être envisagées pour les programmes d'assistance technique du Bureau Permanent⁵.

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DE LA CONFÉRENCE DE LA HAYE⁶

Avènement d'un Plan stratégique

5. En 2002, face à la croissance sans précédent enregistrée depuis dix ans par la Conférence – tant au plan du nombre et de la diversité de ses Membres que des activités

¹ Voir « Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique » (2011), para. 11, disponibles sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

² Pour de plus amples informations sur le Groupe de travail sur l'assistance technique, notamment le Rapport final, les Conclusions et Recommandations, la Liste des participants et le Document d'information, voir Doc. pré-l. No 3 de février 2012 à l'intention du Conseil d'avril 2012 sur les affaires générales et la politique de la Conférence (« Doc. pré-l. No 3 »), disponible sur le site Internet de la Conférence sous les rubriques « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

³ Doc. pré-l. No 3, « Conclusions et Recommandations du Groupe de travail sur l'assistance technique », annexe 1.

⁴ *Ibid.*, « Rapport du Groupe de travail sur l'assistance technique », para. 20, 69, 87 et 89.

⁵ Lors de la réunion du Groupe de travail sur l'assistance technique, il a été suggéré que la Conférence adopte un plan stratégique pour ses activités d'assistance technique (voir Doc. pré-l. No 3, « Rapport de la réunion du Groupe de travail sur l'assistance technique », para. 25). Ce document propose des orientations possibles en matière d'assistance technique, mais il aborde également cette suggestion, en particulier à l'annexe 1. Cette annexe présente un projet de Plan stratégique à long terme pour le Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale du Bureau Permanent (ICATAP), lequel représente approximativement 70 % du travail d'assistance technique de la Conférence. Le projet de Plan stratégique d'ICATAP pourrait servir de modèle pour les autres domaines dans lesquels le Bureau Permanent offre une assistance technique : (i) Droit de la famille hors adoption, (ii) Coopération judiciaire et contentieux international et (iii) Droit commercial et financier.

⁶ Pour un aperçu plus complet de l'évolution des services post-conventionnels assurés par la Conférence, dont l'assistance technique, voir Doc. pré-l. No 3, « Document d'information pour aider la réunion du Groupe de travail sur l'assistance technique », annexe 4.

entreprises par le Bureau Permanent avec l'approbation du Conseil – le Plan stratégique de la Conférence de La Haye (« Plan stratégique ») a été établi afin de définir ses priorités et de déterminer comment au mieux conforter et mettre à profit ses réalisations⁷.

6. La nécessité d'un Plan stratégique pour orienter les efforts de l'Organisation découlait aussi d'une réalité de plus en plus visible engendrée par la croissance précitée : un écart marqué (et grandissant) entre les ressources financières de la Conférence et les demandes faites à son Secrétariat⁸. Confrontée à de nouveaux défis mondiaux, notamment l'avènement de nouvelles technologies, le mouvement général d'intégration régionale et le développement des mouvements transfrontières, la diversité grandissante de son public cible et la pertinence et la nécessité croissantes des Conventions de La Haye sur toute la planète, la Conférence a dû procéder à des ajustements internes de son programme de travail.

7. Jusqu'à la fin des années 70⁹, la Conférence avait pu concentrer ses efforts sur l'élaboration de nouveaux instruments, mais elle avait été amenée au fil du temps – dans un monde bien plus complexe que celui dans lequel elle avait été fondée – à consacrer une part importante de ses ressources à la promotion, à la mise en œuvre, à l'appui et au suivi des Conventions existantes¹⁰.

De nouvelles réalités

8. Son programme de travail évoluant plus vite que ses capacités financières, la Conférence s'est trouvée face à une alternative : augmenter ses ressources ou réduire les demandes de services qui lui étaient adressées. Les parties prenantes de la Conférence et le personnel se sont rejoints dans l'idée qu'une diminution des activités (demande) porterait gravement et durablement atteinte à la réputation, à la pertinence, à la visibilité et au statut de l'Organisation. Le Plan stratégique relève en effet que « L'ensemble des services fournis par le Secrétariat sont perçus comme essentiels – ils forment un ensemble complet permettant le développement de politiques solides et cohérentes. [...] La seule option est donc d'accroître les ressources afin de les mettre en adéquation avec le niveau de demandes actuel¹¹ ».

9. Une part considérable des sollicitations croissantes auxquelles la Conférence était confrontée résultaient de l'expansion de ses influents « services post-conventionnels », qui devenaient de plus en plus indispensables (voir para. 7, *supra*)¹². La valeur universellement reconnue de ces services et les ressources croissantes que la Conférence

⁷ Pour le texte complet du Plan stratégique de la Conférence, dont les grandes orientations ont recueilli le soutien unanime des États membres lors de la réunion de la Commission I du 22 au 24 avril 2002 sur les affaires générales et la politique, voir « Conférence de La Haye de droit international privé – Plan stratégique » (2002), disponible sur le site Internet de la Conférence sous les rubriques « À propos de la HCCH », puis « Plan stratégique ».

⁸ À la fin de l'année 2000, le Président de la Commission d'État néerlandaise de droit international privé et le Secrétaire général de la Conférence de La Haye ont chargé PricewaterhouseCoopers de réaliser un audit de l'organisation du Secrétariat afin de mettre à jour une éventuelle inadéquation entre les ressources et la charge de travail croissante du Bureau Permanent et de contribuer à la poursuite du développement stratégique de la Conférence en examinant les évolutions extérieures l'intéressant directement. Le rapport final concluait à un déficit de ressources de 30 à 35 % entre les demandes faites à la Conférence et les ressources dont elle disposait pour mener à bien ces activités (voir PricewaterhouseCoopers, « Conférence de La Haye de droit international privé : Déficit de ressources et positionnement stratégique » (21 mai 2001), p. 3, communiqué sur demande.)

⁹ Le suivi et l'examen de la mise en œuvre et du fonctionnement des Conventions de La Haye ont commencé en 1977 avec l'organisation, par le Bureau Permanent, de la première Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention Notification. Cette première réunion très fructueuse de la Commission spéciale a marqué le début d'une pratique qui est aujourd'hui une caractéristique intrinsèque de la Conférence et sert de modèle à d'autres organisations internationales et régionales.

¹⁰ Voir « Conférence de La Haye de droit international privé – Plan stratégique », p. 12 à 15.

¹¹ *Ibid.*, p. 27.

¹² Le rapport de PricewaterhouseCoopers (voir note 8, *supra*) relevait expressément qu'une part prépondérante du déficit de ressources de la Conférence à l'époque était liée à la fourniture des services post-conventionnels, désignés dans le rapport comme l'administration, le suivi et le soutien des Conventions existantes (PricewaterhouseCoopers, « Conférence de La Haye de droit international privé : déficit de ressources et positionnement stratégique », p. 13). Sur les services post-conventionnels en particulier, voir note 6, *supra*.

y consacrait ont conduit à les désigner comme une activité centrale de l'Organisation et à prévoir, dans le Plan stratégique, d'intégrer les prestations de services post-conventionnels au budget annuel de l'Organisation¹³.

Stratégies relatives à l'octroi de l'assistance technique

10. Le nombre croissant d'États parties aux Conventions de La Haye ou membres de la Conférence accentue le besoin d'assistance ciblée aux parties chargées d'appliquer ces Conventions en pratique, en particulier dans les États en développement. Au moment de l'établissement du Plan stratégique de la Conférence en 2002, cette assistance et sa coordination *par la Conférence* étaient devenues de plus en plus nécessaires tant pour faciliter la bonne mise en œuvre des Conventions de La Haye que pour promouvoir la cohérence de leur interprétation et de leur application dans le contexte de la diversité et du rayonnement grandissants de l'Organisation¹⁴.

11. Afin de gérer le rôle de la Conférence dans l'octroi de l'« assistance technique »¹⁵, il a été conseillé au Bureau Permanent de concentrer ses efforts sur « les initiatives dans lesquelles les autorités nationales ne peuvent répondre seules aux besoins locaux ou dans lesquelles la position et l'expertise exceptionnelles du Secrétariat offrent une valeur ajoutée évidente » et « d'adopter un cadre plus cohérent pour permettre une planification avancée et un financement plus régulier »¹⁶.

12. La création, en 2007, du *Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique* (le « Centre ») au sein du Bureau Permanent visait à répondre aux directives du Plan stratégique (voir para. 11, *supra*) en permettant une approche plus systématique de l'assistance à la mise en œuvre et au fonctionnement et de la formation. Grâce à la création du Centre, le Bureau Permanent a pu profiter des bénéfices apportés par un mécanisme interne qui centralisait le financement et la planification des activités d'assistance technique de la Conférence.

13. Grâce à la généreuse subvention de 500 000 euros répartie sur quatre ans consentie par le Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement des Pays-Bas, outre un montant total de plus de 1,7 million d'euros¹⁷ versé par la suite par les États membres et d'autres entités au Budget supplémentaire de la Conférence (créé pour gérer les contributions supplémentaires versées à l'Organisation dans le sillage de la subvention du Ministère des Affaires étrangères néerlandais), le Bureau Permanent – à travers le Centre et avec le soutien du Budget régulier¹⁸ a pu :

- apporter un appui continu à l'administration, à l'organisation et à la programmation du nombre croissant d'activités d'information et de formation proposées par le Secrétariat ;

¹³ « Conférence de La Haye de droit international privé – Plan stratégique », p. 34 et 35.

¹⁴ *Ibid.*, p. 35.

¹⁵ Le terme « assistance technique » a été initialement adopté pour désigner les activités d'information et de formation juridiques dans des pays ou groupes de pays précis, afin de distinguer ce type d'appui des autres services post-conventionnels rendus par l'Organisation. Cette expression a été expressément choisie pour susciter l'intérêt des agences publiques de développement et lever des fonds pour les pays en développement et pour les États en transition. Toutefois, le choix de cette expression n'était pas destiné à modifier en quoi que ce soit la manière dont les autres services post-conventionnels étaient déjà rendus par le Bureau Permanent à l'époque. En fait, le terme a posé des difficultés à l'Organisation et à ses Membres en raison de l'origine vague et orientée sur le développement d'une expression souvent employée pour désigner des activités et des programmes conduits aussi bien dans des pays développés que dans des pays en développement. À ce titre, il a été envisagé d'adopter une autre expression pour décrire ce travail, notamment le terme « coopération technique ».

¹⁶ « Conférence de La Haye de droit international privé – Plan stratégique », p. 41 et 42.

¹⁷ Ce chiffre exclut la valeur monétaire de toutes les contributions en nature. Sur le montant supérieur à 1,7 million d'euros versé au Budget supplémentaire de la Conférence après la subvention du Ministère des Affaires étrangères néerlandais en 2008, plus de 1,2 million d'euros ont été versés par d'autres États et plus de 200 000 euros par d'autres organisations et divers donateurs privés.

¹⁸ Le personnel du Centre étant membre du Bureau Permanent, ces coûts sont couverts par le Budget régulier de l'Organisation. Toutes les autres activités d'assistance technique, y compris les frais de personnel relatifs à la coordinatrice d'ICATAP, sont financées par le Budget supplémentaire.

- créer et maintenir un mécanisme centralisant le financement et la planification des activités d'assistance technique de la Conférence ;
- formaliser le « Budget supplémentaire » de la Conférence, ce qui a permis de centraliser les contributions versées à l'Organisation et de distinguer ces dons du budget annuel principal (« Budget régulier ») constitué des contributions annuelles dues par les Membres ;
- renforcer la gestion du Budget supplémentaire afin d'améliorer l'information financière des donateurs et de mieux leur rendre compte des actions menées¹⁹ ;
- étudier et rechercher des sources de financements extérieurs pour contribuer à combler le déficit de ressources faisant obstacle à la fourniture de services post-conventionnels ;
- nouer des partenariats stratégiques avec d'autres organisations internationales, des organisations non gouvernementales, des établissements d'enseignement et d'autres organismes ;
- consolider et développer le réseau d'experts des Conventions de La Haye ;
- déléguer des pouvoirs au sein du Secrétariat afin de gérer au mieux les ressources limitées ;
- élaborer des programmes d'assistance technique spécifiques aux Conventions ;
- constituer un cadre le plus cohérent possible pour l'octroi et le financement des activités d'assistance technique de la Conférence.

Tous ces efforts ont été entrepris en gardant à l'esprit les objectifs stratégiques de la Conférence énoncés dans le Plan stratégique.

L'AVENIR DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

14. Depuis l'adoption de son Plan stratégique en 2002, la Conférence a réalisé d'importantes avancées du point de vue de l'affirmation et de la réalisation de sa mission en développant son rayonnement mondial²⁰. La Conférence suscite un intérêt croissant de la part des pays en développement et des pays dont l'économie est en transition. Si cette évolution est conforme à ses orientations stratégiques expresses, les conséquences au plan des défis auxquels ces pays sont confrontés lorsqu'ils adhèrent aux Conventions de La Haye n'avaient pas été totalement anticipées. L'augmentation du nombre d'États membres de la Conférence rend plus pressante la nécessité d'une assistance technique coordonnée, supervisée ou apportée directement par la Conférence²¹.

15. Les efforts stratégiques précités du Bureau Permanent visant à « adopter un cadre plus cohérent pour permettre une planification avancée et un financement plus régulier » (voir para. 10-14, *supra*) – notamment la création du Centre et la formalisation du Budget supplémentaire et sa division ultérieure en deux parties (voir note 18, *supra*) – sont parvenus à déléguer l'emploi de ressources limitées pour répondre aux demandes urgentes le plus efficacement et le plus économiquement possible²² sans nuire aux fonctions législatives et de suivi général de l'Organisation. Cependant, la conjoncture économique actuelle et l'expansion régulière du rayonnement de la Conférence ont créé une situation dans laquelle la demande d'assistance technique est largement supérieure aux ressources à la disposition du Bureau Permanent et du Centre.

¹⁹ Cette mesure a consisté notamment à scinder le Budget supplémentaire en deux parties (« Partie I » et « Partie II ») afin de distinguer le financement des projets spéciaux (tels que des bases de données électroniques et la traduction de documents) de l'octroi d'une assistance technique ciblée (exclusivement apportée à la demande de l'État ou du groupe d'États en question).

²⁰ Voir « Conférence de La Haye de droit international privé – Plan stratégique », p. 9 (pour une description de la mission de la Conférence) et p. 30 (pour une description de la manière dont l'expansion du rayonnement mondial de l'Organisation conforte sa mission).

²¹ Il en est ainsi pour les trois domaines du programme de travail de la Conférence (Protection internationale des enfants, Entraide judiciaire et contentieux international, Droit commercial et financier). Toutefois, les besoins d'assistance technique relatifs aux Conventions relatives à la protection des enfants, en particulier la *Convention du 29 mai sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* (« Convention Adoption internationale »), sont particulièrement pressants (voir note 5, *infra*).

²² Ce qui suppose souvent d'orienter l'État vers une autre organisation, un expert ou un organisme compétent mieux à même d'apporter l'aide nécessaire.

16. La venue à terme de la subvention du Ministère des Affaires étrangères néerlandais (voir para. 13, *supra*) le 30 juin 2012, compte tenu de la situation extérieure relative au financement et des réalités internes de l'Organisation, est une occasion appropriée – et même cruciale – pour la Conférence de dresser le bilan des programmes et activités d'assistance technique assurés par le Bureau Permanent et de réfléchir soigneusement aux orientations stratégiques qu'elle souhaite prendre en ce qui concerne les programmes d'assistance technique.

17. Les activités d'assistance technique du Bureau Permanent fonctionnant avec l'appui de son Centre international, il n'est peut-être pas inutile de considérer l'avenir du Centre lui-même dans la réflexion sur l'avenir des programmes d'assistance technique de la Conférence²³. En effet, pour qu'une réflexion sur les futurs programmes de travail liés à l'assistance technique – y compris l'adoption de plans stratégiques pluriannuels²⁴ – puisse porter ses fruits, il faut en dernier ressort que le Centre puisse lever des fonds et gérer efficacement et économiquement la demande d'assistance technique. En tout état de cause, il faut remarquer qu'une certaine flexibilité est indispensable pour pouvoir allouer des fonds du Budget supplémentaire aux demandes à court terme lorsqu'apparaissent de nouvelles situations nécessitant une assistance technique.

18. Les trois scénarios suivants – (i) maintien du statu quo, (ii) transformation en structure semi-autonome ou (iii) création d'une entité totalement indépendante – entendent donner au Conseil une idée de quelques possibilités générales qu'il pourrait envisager lorsqu'il discute de l'avenir du Centre et de ses programmes d'assistance technique spécifiques à certaines Conventions.

Maintien du statu quo

19. L'expertise, l'expérience et la réputation sans égales de la Conférence, son réseau mondial d'experts et d'autorités et sa connaissance intime de diverses traductions juridiques lui permettent, à travers son Secrétariat, de dispenser de manière sélective des formations, un appui et des conseils à valeur ajoutée aux fins de la mise en œuvre et du fonctionnement efficaces des Conventions de La Haye.

20. Le fait que le Centre soit intégré au Bureau Permanent²⁵ lui confère ainsi plusieurs avantages pour répondre aux demandes d'assistance technique. Le Centre est en mesure de mobiliser le réseau mondial d'experts de la Conférence et de déléguer de manière croissante l'octroi d'assistance technique, actuellement en grande partie apportée par le Bureau Permanent.

21. Bien que le Centre fasse partie intégrante du Bureau Permanent, il conserve une certaine autonomie vis-à-vis du Secrétariat car il administre le Budget supplémentaire de manière indépendante, conserve une représentation séparée lors des réunions du Bureau Permanent, formule des recommandations financières indépendantes et s'abstient de participer aux travaux législatifs du Bureau Permanent. Le Centre est conseillé par un Groupe consultatif formé des membres du Bureau Permanent assumant la responsabilité en dernier ressort des Conventions pour lesquelles une assistance technique est apportée. Toutefois, toutes les décisions concernant le Centre sont soumises au visa final

²³ En effet, les experts du Groupe de travail ont reconnu que toute future discussion de financements privés extérieurs – une considération importante dans la réflexion sur l'avenir de l'assistance technique au sein de l'Organisation – devrait sans doute être abordée dans le contexte de la gestion et de la structure juridique du Centre. Dans l'attente de futurs échanges sur le financement privé extérieur, les experts n'étaient dans l'ensemble pas opposés à ce que l'Organisation accepte des financements privés non controversés (Doc. pré-l. No 3, « Rapport de la réunion du Groupe de travail sur l'assistance technique », para. 84-87)

²⁴ L'exécution du Plan stratégique triennal d'ICATAP (annexe 1) et celle de la Partie II du Budget supplémentaire (Doc. pré-l. No 9B à l'intention du Conseil de 2012 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, disponible sur le site Internet de la Conférence sous les rubriques « Travaux en cours », puis « Affaires générales ») dépendent exclusivement de la capacité du Centre à apporter des fonds pour répondre à leurs besoins.

²⁵ Quelques experts ont exprimé des préoccupations relatives à la définition insuffisante de la relation entre le Centre et le Bureau Permanent (voir Doc. pré-l. No 3, « Rapport de la réunion du Groupe de travail sur l'assistance technique », para. 64).

du Secrétaire général de la Conférence. Le Secrétaire général est bien sûr responsable en dernier ressort devant tous les Membres de l'Organisation.

22. L'interdépendance du Centre avec le Bureau Permanent peut toutefois nuire à sa capacité à obtenir des financements extérieurs auprès de certaines sources telles que les grandes fondations privées. En effet, faisant partie intégrante du Bureau Permanent, il n'a pas de personnalité juridique propre. Or des recherches indiquent que cette situation limite fortement sa capacité à lever des fonds car les donateurs exigent souvent, dans un souci de transparence et de responsabilité, que les bénéficiaires de l'aide prouvent qu'ils sont une entité juridique autonome²⁶. De même, de nombreux donateurs privés peuvent se demander pourquoi une organisation intergouvernementale a besoin de fonds en sus de ceux que ses Membres mettent à sa disposition. Souvent, les donateurs cherchent à financer des organisations qui concentrent leur action sur les pays en développement ou des entités qui fournissent avant tout une assistance technique. Malheureusement, les activités législatives de la Conférence diminuent l'attrait du Centre pour les organisations d'aide au développement, qui pourraient autrement apporter une assistance financière, et pour les donateurs, qui peuvent exiger les avantages fiscaux réservés au financement d'organisations sans but lucratif et non gouvernementales.

23. Bien que de nombreux États se soient montrés extrêmement généreux dans leurs contributions, ce type de financement n'est pas suffisamment régulier, surtout si l'on considère les aléas de la conjoncture économique mondiale²⁷. En l'état, le Centre aura de très grandes difficultés à maintenir son niveau de financement sur le prochain Exercice financier et de plus grande difficultés encore à recueillir d'autres financements.

24. Depuis sa création en 2007 et la nomination d'une Directrice²⁸ en 2009, le Centre a travaillé sans relâche pour transformer la source de financement ponctuelle qu'était le Budget supplémentaire en mécanisme développé pour des projets à long terme, plus transparent et offrant de meilleures capacités d'information des donateurs. Il y est parvenu grâce au soutien du Bureau Permanent et au dévouement de son personnel, mais aussi à la généreuse donation du Gouvernement des Pays-Bas et aux contributions d'autres Membres, d'États et d'entités au Budget supplémentaire²⁹. Toutefois, avec la venue à terme de la subvention des Pays-Bas cette année et compte tenu de la conjoncture actuelle, il sera de plus en plus difficile – si ce n'est impossible – de maintenir le type de planification pluriannuelle, basée sur les résultats, que le Centre s'est donné tant de peine à mettre en place dans le cadre qui est le sien aujourd'hui.

25. Des cadres de financement pluriannuels accompagnés d'objectifs stratégiques précis aident à hiérarchiser les demandes d'assistance technique et à cibler les actions, améliorent la communication avec les donateurs potentiels et favorisent une culture de résultat. Des financements imprévisibles et insuffisants entraîneront une forte diminution de la charge de travail, empêcheront toute planification stratégique³⁰ et aboutiront à la

²⁶ À titre d'exemple, une personnalité juridique autonome est /était une condition de financement en vertu du Programme *Pieken in de Delta* (Ministère des Affaires économiques néerlandais et Municipalité de La Haye) ; de la fiche d'information de l'OCDE « Is it Official Development Assistance (ODA)? » du Comité d'aide au développement de l'OCDE (novembre 2008) ; de l'art. 501(c)(3) de l'Internal Revenue Code américain concernant l'exonération fiscale aux États-Unis, des subventions de fonctionnement de l'UE, des appels à propositions de la Commission européenne pour les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement, et bien d'autres.

²⁷ Plusieurs experts du Groupe de travail sur l'assistance technique ont exprimé la volonté de continuer à soutenir le Budget supplémentaire tout en reconnaissant la difficulté et l'imprévisibilité de l'obtention de financements complémentaires dans la conjoncture économique actuelle (voir Doc. pré-l. No 3, « Rapport de la réunion du Groupe de travail sur l'assistance technique, » para. 81-2).

²⁸ Jusqu'ici, le Centre a été dirigé par Mme Frederike Stikkelbroeck de 2009 à 2011 et par Mme Micah Thorner de 2011 à ce jour.

²⁹ Depuis 2007 (où les Pays-Bas ont annoncé qu'ils verseraient une subvention de 500 000 euros), des contributions (financières et en nature) ont été versées par les Membres suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Canada, Chine, Colombie, République de Corée, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Malaisie, Malte, Maroc, Monaco, Monténégro, Norvège, Panama, Pays-Bas, Philippines, Qatar, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Union européenne. De plus, quelques entités non gouvernementales ont apporté des fonds.

³⁰ Comme l'indique la note 23, *supra*, le Plan stratégique triennal d'ICATAP (annexe 1) est entièrement dépendant de la disponibilité de ressources humaines et financières qui *ne sont pas encore garanties*. Faute

perte de financement de postes cruciaux³¹ et à l'augmentation du nombre de demandes d'assistance technique restées sans suite³². L'assistance technique apportée par la Conférence retrouvera probablement une forme ponctuelle avec en corollaire, l'incapacité à soutenir de nombreux États dans le besoin. Or plusieurs experts du Groupe de travail sur l'assistance technique craignent que si cette assistance est apportée au cas par cas, ces activités risquent d'être exclusivement conduites à la demande plutôt que sur une base stratégique³³. La majorité des projets d'assistance technique nécessitant une expertise scientifique requièrent un soutien mobilisant d'importantes ressources qui peut devoir se prolonger sur plusieurs années pour réellement porter ses fruits. Le Centre pourrait théoriquement continuer à fonctionner dans sa forme actuelle, mais il ne fait aucun doute que ses programmes d'assistance technique actuels perdront nettement en efficacité s'il ne peut obtenir une source régulière de financement.

Transformation en structure semi-autonome

26. La transformation du Centre en organe semi-autonome, plus indépendant du Bureau Permanent, pourrait être envisagée dans un continuum. Le Bureau Permanent suggère que le Conseil envisage deux scénarios, situés d'une certaine façon à l'opposé l'un de l'autre : (1) la création d'un Comité de parrainage constitué d'États membres répondant aux critères d'admission (proposition informelle jointe à l'annexe 2) à consulter sur les orientations stratégiques des programmes d'assistance technique du Centre ou (2) la conversion progressive du Centre en fondation sans but lucratif destinée à recueillir et verser des fonds à l'appui des activités d'assistance technique de la Conférence. Il est à noter que ces scénarios ne sont pas exclusifs l'un de l'autre.

27. Le Conseil est invité à réfléchir aux autres solutions possibles pour s'adapter à la réalité des levées de fonds décrite plus haut (voir para. 22-25, *supra*). Ces solutions pourraient comprendre le maintien du *statu quo*.

Constitution d'un Comité de parrainage³⁴

28. L'assistance technique apporte une valeur ajoutée essentielle aux fruits du travail de la Conférence. Bien que le rôle important de l'assistance technique dans la mise en œuvre efficace et le bon fonctionnement des Conventions de La Haye – au bénéfice de *tous* les États parties – ait été largement reconnu, les Membres ont été récemment partagés sur l'opportunité d'y consacrer les ressources de la Conférence et la mesure dans laquelle il convient de le faire³⁵. C'est pourquoi des Membres ont suggéré que les États qui contribuent au Budget supplémentaire, étant parties prenantes, pourraient souhaiter jouer un rôle accru dans l'orientation des programmes d'assistance technique au financement desquels ils contribuent³⁶.

29. Le travail du Centre est actuellement supervisé par un Groupe consultatif de membres seniors du Bureau Permanent (voir para. 21, *supra*). Ce Groupe consultatif a été une importante source de conseils et de supervision et un précieux relais entre le Centre et le reste du Secrétariat. Cependant, étant donné les engagements importants des membres du Groupe consultatif dans d'autres domaines du programme de travail du Bureau Permanent, les réunions et les conseils ont souvent lieu au cas par cas.

d'autres ressources au terme de la subvention du Ministère des Affaires étrangères néerlandais, il ne sera plus possible de poursuivre les programmes ICATAP essentiels en cours.

³¹ Le financement de la Coordinatrice d'ICATAP, dont la perte nuirait considérablement au travail de la Conférence en matière d'adoption internationale, n'a été obtenu que jusqu'en avril 2013.

³² Actuellement, 48 demandes d'assistance technique émanant de pays du monde entier sont en cours (liste communiquée sur demande).

³³ Doc. prélim. No 3, « Rapport de la réunion du Groupe de travail sur l'assistance technique », para. 30.

³⁴ Il est à noter que la création d'un Comité de parrainage ou d'une fondation (ou d'un instrument de levée de fonds comparable), voire des deux, pourrait être également envisagée dans le cadre des autres scénarios examinés dans cette section.

³⁵ *Ibid.*, para. 17-20.

³⁶ *Ibid.*, para. 79.

30. La formation d'un Comité de parrainage pour le Centre – composé de Membres de la Conférence³⁷ admissibles *et* de membres du Groupe consultatif du Centre – répond directement à ces préoccupations tout en offrant un espace nécessaire pour l'élaboration de politiques et de stratégies d'assistance technique clairement définies³⁸. Le Comité de parrainage n'aurait pas pour fonction de superviser ou d'approuver chaque activité de formation ou d'assistance de la Conférence et du Centre mais de conseiller sur les stratégies et objectifs à long terme relatifs aux programmes d'assistance technique du Centre et à leurs implications sur les ressources. Le Conseil reconnaît depuis longtemps la valeur des Groupes de travail pour associer les Membres au travail de la Conférence et déterminer les orientations futures³⁹. De même, un Comité de parrainage ne serait pas très éloigné d'un Groupe de travail plus formalisé, pérenne, qui rendrait compte en dernier ressort au Conseil⁴⁰.

31. Un Comité de parrainage tel celui qui est proposé garantit que les Membres intéressés qui ont soutenu les programmes de formation et d'assistance ciblés ont une voix immédiate et directe dans les objectifs stratégiques à long terme de l'Organisation et son travail d'assistance technique. Il permet aussi une plus grande clarté en ce qui concerne le rôle et les fonctions du Centre et offre un forum accessible, permanent, pour la planification stratégique à long terme et les ressources requises, ces deux aspects ne pouvant être raisonnablement dissociés. Une telle structure reconnaît l'importance de l'assistance technique pour la mission de la Conférence tout en admettant que ces activités peuvent intéresser davantage certains États ou représenter pour eux un enjeu plus conséquent.

32. À terme, l'établissement d'un Comité de parrainage apporterait de nombreux bienfaits aux programmes d'assistance technique de la Conférence – notamment une plus grande transparence et une responsabilité accrue – tout en mobilisant peu de ressources. En définissant les objectifs stratégiques, collectifs, à long terme du Centre, un Comité de parrainage contribuerait à garantir que l'Organisation demeure en mesure d'offrir une assistance technique avec l'implication active de Membres, d'experts et du Bureau Permanent dans l'exécution de ces programmes.

Le Centre en tant que fondation⁴¹

33. Jusqu'ici, le travail du Centre a été financé par les généreuses contributions volontaires des Membres et d'autres entités au Budget supplémentaire de la Conférence⁴². Bien que les Membres et les experts aient reconnu l'importance de flux de financement stables et fiables pour la réussite des programmes d'assistance technique du Centre, ils ont relevé que le climat économique actuel rend ces contributions financières intrinsèquement imprévisibles⁴³.

34. Les demandes de subventions peuvent déboucher sur une source régulière de fonds pour les projets, mais ce sont des processus très longs qui demandent beaucoup de travail. En outre, les donateurs exigent souvent, dans un souci de transparence et de responsabilité, que les bénéficiaires de l'aide démontrent qu'ils sont une entité juridique autonome (voir para. 22, *supra*). Pour continuer à offrir une assistance technique à

³⁷ Voir l'annexe 2 de ce document pour une suggestion des critères d'admission au Comité de parrainage qui pourraient être définis.

³⁸ Les experts ont exprimé le besoin d'une politique plus clairement définie sur l'assistance technique (voir Doc. pré-l. No 3, « Rapport de la réunion du Groupe de travail sur l'assistance technique », para. 22).

³⁹ Voir « Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique » (2011), para. 10.

⁴⁰ Des réunions auraient également lieu de manière plus informelle, faisant appel à la visioconférence, aux conférences téléphoniques, etc.

⁴¹ Voir note 34, *supra*. Sans établir le Centre lui-même comme fondation, on pourrait imaginer l'établissement d'une ou de plusieurs fondations sous forme d'entité à vocation spéciale pour recueillir les fonds auprès de sources qui ont besoin ou préfèrent fournir leur financement à ce type d'entité. Cette ou ces fondations proposeraient ainsi un autre modèle de financement, tandis que les contributions directes au Centre (qu'il fasse partie intégrante du Bureau Permanent ou qu'il soit semi-autonome) seraient encore possibles.

⁴² Depuis 1999, plus de 2,9 millions d'euros ont été versés au Budget supplémentaire de la Conférence.

⁴³ Voir Doc. pré-l. No 3, « Rapport de la réunion du Groupe de travail sur l'assistance technique », para. 81-82.

valeur ajoutée, basée sur les résultats, en l'absence de contributions directes prévisibles des Membres, le Centre doit pouvoir être compétitif pour ce type de financement – notamment celui de fondations privées, d'associations, d'agences d'aide au développement, d'entreprises et d'individus. À ce titre, doter le Centre d'une structure répondant aux critères d'une fondation sans but lucratif de droit néerlandais est potentiellement critique pour sa réussite⁴⁴.

35. La conversion du Centre en structure de gouvernance indépendante et transparente qui permettrait d'obtenir le statut d'organisme sans but lucratif en droit néerlandais (ou un autre droit) nécessiterait que la Conférence lui attribue un plus grand pouvoir de décision en tant qu'entité à part entière. Il faudrait pour cela mieux définir ses activités et les fonctions et orientations de ceux qui interviennent dans l'exécution de ses programmes, et le doter d'un Conseil d'administration qui lui soit propre. Collectivement, le Conseil d'administration aurait la responsabilité générale des décisions relatives à l'orientation stratégique du Centre, garantirait les ressources, financières et non financières, et assurerait la supervision. Le Conseil serait probablement constitué de Membres de la Conférence et de membres du Bureau Permanent, ainsi que de personnes recrutées au sein du réseau global d'experts de l'Organisation. Il pourrait aussi être simplement composé du Comité de parrainage décrit plus haut (voir para. 28 à 32, *supra*).

36. Les relations précises entre la Conférence et un Centre structurellement semi-autonome destiné à sécuriser les financements nécessaires, et notamment les modalités de constitution du Conseil d'administration et de désignation de ses membres, devraient être prévues dans les statuts du Centre et préalablement approuvées par le Conseil. Le Centre se verrait ainsi confier un plus grand pouvoir décisionnel mais il rendrait compte en dernier ressort à la collectivité des Membres de la Conférence. Une structure de gouvernance séparée et transparente offre donc de nouvelles possibilités pour le financement de l'assistance technique, mais elle n'empêche pas le Centre et ses activités de demeurer partie intégrante de la Conférence. Les États pourront contribuer au Centre, mais ils n'auront plus à assumer son financement régulier⁴⁵.

37. D'autres organisations intergouvernementales ont exploré des modèles semblables, telle la Fondation de droit uniforme d'UNIDROIT, créée en 1996 pour promouvoir et recueillir des financements pour les activités qu'UNIDROIT considère particulièrement méritoires mais qu'elle ne peut pas financer sur son budget régulier⁴⁶.

38. L'adaptation de la configuration formelle du Centre pour qu'il puisse prétendre au statut d'organisme sans but lucratif en droit néerlandais permettrait de sécuriser le financement sans compromettre la qualité et le type d'assistance technique actuellement apportée ni le lien critique qui existe entre le Bureau Permanent et le Centre. À cet égard, un Centre « semi-autonome » sous forme de Fondation conserverait la supervision, le lien direct avec la Conférence et son excellente réputation tout en permettant au Bureau permanent lui-même de se consacrer plus pleinement aux aspects scientifiques et législatifs de son travail et de l'assistance technique pour de meilleurs résultats grâce à l'obtention de financements stables et durables.

Création d'une entité totalement indépendante

39. Alors qu'un Centre semi-autonome resterait dans le giron de l'Organisation, une entité totalement indépendante serait dotée d'une personnalité juridique propre et d'une structure de gouvernance distincte. À ce titre, elle ne serait pas soumise au contrôle et à

⁴⁴ Les experts ont convenu que la question du financement privé peut être étroitement liée à la possibilité d'un Centre (semi-) indépendant (voir Doc. pré. No 3, « Rapport de la réunion du Groupe de travail sur l'assistance technique », para. 67-69, 85).

⁴⁵ En outre, le Budget régulier de la Conférence serait remboursé pour les coûts y afférents, à savoir les frais de personnel.

⁴⁶ Voir la brochure de la Fondation UNIDROIT, disponible à l'adresse < <http://www.unidroit-foundation.org/pdfs/brochure.pdf> >.

l'influence de la Conférence elle-même. Il n'y aurait pas non plus nécessairement de dialogue continu entre la Conférence et le Centre.

40. Une entité totalement indépendante aurait besoin d'une structure de gouvernance et d'un budget propres. Elle pourrait prendre la forme d'une ONG ou d'une fondation dotée d'un Conseil d'administration qui serait probablement constitué d'experts internationaux et de parties prenantes (ou de leurs représentants). Les relations et les liens entre la Conférence et la nouvelle entité devraient être clairement définis lors de la scission. La structure et la composition exacte de ce Conseil d'administration pourraient théoriquement prendre diverses formes, mais elles devraient, pour que le Centre continue à offrir des services à valeur ajoutée, recruter un ensemble diversifié de membres internationaux de haut niveau, capables de guider judicieusement son orientation professionnelle générale et ses activités d'assistance technique.

41. Une entité totalement indépendante devra également se charger elle-même de lever des fonds et il n'est peut-être pas raisonnable d'attendre des praticiens du droit de premier plan que l'on pourrait espérer recruter au Conseil d'administration (essentiellement à temps partiel et à titre gratuit) d'assumer aussi la responsabilité des actions de collecte de fonds. La difficulté et l'ampleur de cette tâche pourraient donc nécessiter la constitution d'un Comité de parrainage honoraire (ou un organe similaire) qui se chargerait de générer des financements pérennes. Si le statut actuel du Centre, partie intégrante du Bureau Permanent, a posé certaines difficultés pour la collecte de fonds⁴⁷, il est probable qu'un organisme totalement indépendant, qui n'aurait pas le prestige et les relations que confère la Conférence aura également des difficultés à recueillir de nouveaux financements.

42. Il ne faut pas perdre de vue les nombreuses synergies qui seraient perdues si le Centre se dissociait entièrement du Bureau Permanent. À ce titre, une scission totale pourrait avoir non seulement des répercussions financières sur la Conférence et sur le Centre mais aussi des conséquences pratiques.

43. Un Centre indépendant pourrait dégager la Conférence de ses responsabilités particulières actuelles en matière d'assistance technique, mais il tarirait le flux des bienfaits apportés à travers les programmes d'assistance technique du Centre aussi bien au Bureau Permanent qu'à la Conférence (c'est-à-dire aux Membres et aux États contractants)⁴⁸. À titre d'exemple, les formations et autres mesures d'assistance ciblée permettent de rester au fait des évolutions relatives aux Conventions de La Haye dans les différents systèmes juridiques, ce qui influence le programme de travail de l'Organisation, garantit une résolution appropriée et homogène des problèmes et permet à l'Organisation de disposer d'informations à jour et de première main sur l'impact pratique de son travail. Cette interdépendance est systématiquement reconnue dans le Plan stratégique et elle est importante tant pour la réussite des programmes d'assistance technique que pour celle du travail scientifique et législatif du Bureau Permanent⁴⁹.

⁴⁷ Voir para. 22, *supra*.

⁴⁸ Il faut souligner que le Centre international de référence pour les droits de l'enfant privé de famille (SSI/CIR) a été ouvert en 1997 par le Service social international (SSI) précisément parce que le Conseil avait exprimé l'idée qu'il devrait exister une entité pour répondre aux besoins de formation internationale et régler les problèmes d'abandon d'enfants, de placement, de soutien aux familles d'origine (nucléaires et étendues) et de respect des enfants placés en famille d'accueil et dans des établissements conformes aux Conventions multilatérales applicables. La création de cette entité n'a pas éclipsé les besoins d'assistance de la part de la Conférence. Cette expérience pourrait donc servir d'exemple de ce qui pourrait advenir si la Conférence ne coordonnait plus l'assistance technique relative à la Convention Adoption internationale, c'est-à-dire qu'une organisation indépendante pourrait s'attacher plus généralement aux aspects sociaux de l'adoption internationale plutôt qu'aux aspects juridiques liés à la Convention.

⁴⁹ Le Plan stratégique note que pour que la Conférence continue à fonctionner à sa pleine capacité et à produire et maintenir des Conventions d'intérêt mondial, toutes les composantes de son programme de travail – assistance, information et formation, publications et autres activités liées aux produits et services de la Conférence – doivent fonctionner efficacement et économiquement et *en coopération* les uns avec les autres (voir par ex. « Conférence de La Haye de droit international privé – Plan stratégique », annexe II, p. 51-57).

CONCLUSION

44. La Conférence apporte un réseau mondial d'experts, une diversité de traditions juridiques, une expertise sans égale, une renommée mondiale et des conseils et une assistance de grande qualité aux États qui sollicitent l'aide et les conseils du Bureau Permanent pour des questions de mise en œuvre et de fonctionnement des Conventions de La Haye. Cette formation et cette assistance se sont révélées très précieuses pour les États qui en bénéficient mais elles requièrent d'importantes ressources. Face au déclin du financement régulier, pérenne, de ces activités dans la difficile conjoncture économique actuelle, il appartient donc au Conseil sur les affaires générales et la politique de décider si l'assistance technique a un rôle à jouer dans l'avenir de l'Organisation et comment.

45. Au vu des priorités des Membres, le Conseil doit donc décider de ce qu'il convient de faire compte tenu de l'interdépendance des objectifs de la Conférence et de la valeur et des bienfaits de ses programmes d'assistance technique.

ANNEXES

**PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN MATIÈRE
D'ADOPTION INTERNATIONALE (ICATAP)
PLAN STRATÉGIQUE 2012 – 2015**

1. Les dix dernières années, la Conférence de La Haye a assisté à la croissance rapide et inattendue du nombre d'États parties à la *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* (« Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale » ou « Convention »). À ce jour, 86 États sont parties à la Convention, 58 d'entre eux étant Membres de la Conférence de La Haye et 28 n'étant pas Membres de l'Organisation. En outre, trois autres États ont signé la Convention mais ne l'ont pas ratifiée, deux de ces États n'étant pas Membres de l'Organisation.

2. Une croissance rapide et continue du nombre d'États contractants peut être prévue et la Conférence de La Haye pourrait vouloir noter à cet égard que depuis 2007, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a recommandé à quelques 30 États supplémentaires (pour la plupart non-Membres de la Conférence de La Haye) de devenir partie à la Convention¹.

3. Actuellement, la plupart des États parties à la Convention qui ne sont pas Membres de la Conférence sont des États d'origine dans lesquels résident les enfants adoptables. Pour son bon fonctionnement, la Convention dépend de la coopération étroite entre les États d'origine et les États d'accueil. Les responsabilités des États d'origine sont importantes au regard de leur rôle dans la mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention. Toutefois, l'expérience montre que dans de nombreux cas, leurs gouvernements présentent des carences au regard des infrastructures, de l'expertise ou de l'expérience requises pour mettre en œuvre ou faire fonctionner correctement cette Convention, et à ce titre, ils se tournent vers la Conférence de La Haye pour bénéficier d'une assistance.

4. À travers son Budget régulier, le Bureau Permanent a, depuis de nombreuses années, pris en charge l'examen et le suivi du fonctionnement pratique de la Convention, y compris des activités de promotion, et a également apporté de manière régulière des conseils et un soutien à des États le requérant, sur un large éventail de questions en lien avec la mise en œuvre générale et le fonctionnement de la Convention. Plus récemment, à travers son Budget supplémentaire, le Bureau Permanent a offert, sur demande, une assistance technique plus étendue à des États (ou groupes d'États) ciblés, sur des questions relatives à la mise en œuvre et à l'application de la Convention (ICATAP).

1. LA SPÉCIFICITÉ DE LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1993 : LA NÉCESSITÉ D'AVOIR, AU MOINS, UN ENSEMBLE MINIMAL DE SERVICES DE PROTECTION DE L'ENFANCE MIS EN PLACE

5. Afin de mettre en place les garanties de la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale de manière adéquate et de garantir que les exigences de la Convention sont respectées, il est nécessaire d'avoir en place un système judiciaire et administratif qui fonctionne correctement. En outre, l'Autorité centrale, les organismes publics et les organismes agréés doivent fonctionner de façon appropriée, conformément à la Convention. Si ces exigences de base ne sont pas remplies, la coopération entre les États d'origine et les États d'accueil est en péril. Les États d'origine se tournent fréquemment vers le Bureau Permanent pour demander de l'assistance dans la rédaction et la révision des législations de mise en œuvre, dans la mise en place et la formation des Autorités centrales et pour toute autre activité mentionnée ci-dessous.

6. Au delà de ces considérations, il est nécessaire d'avoir un système de protection de l'enfance mis en place avec des services et des ressources minimum. Si ce n'est pas le

¹ Par exemple, en 2011, le Comité des droits de l'enfant a recommandé à cinq États de devenir partie à la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale : l'Égypte, le Laos, la République de Corée, Singapour et l'Ukraine.

ANNEXE 1

ii

cas, il est alors très difficile de mettre en œuvre le principe de subsidiarité des adoptions internationales tel que prévu à l'article 4 de la Convention et formulé dans le Préambule. La « subsidiarité » signifie que les États parties à la Convention reconnaissent que, dans la mesure du possible, un enfant devrait être élevé dans sa famille d'origine ou sa famille élargie. Si la situation ne le permet pas, il y a lieu d'envisager d'autres formes de placement familial permanent dans l'État d'origine. C'est seulement après avoir dûment considéré les solutions au niveau national que l'adoption internationale peut être envisagée, et seulement si elle est réalisée dans l'intérêt supérieur de l'enfant. L'adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant sans foyer si elle lui offre une famille permanente et aimante. L'adoption internationale est l'une des options de prise en charge dont pourraient bénéficier les enfants qui ont besoin d'une famille.²

7. Le Bureau Permanent n'a pas le mandat, ni l'expertise ou les ressources pour participer à l'amélioration des systèmes de protection de l'enfance dans leur ensemble, mais il peut donner des conseils sur l'importance du principe de subsidiarité et apporter une assistance technique au regard de l'adoption, et sur son application en pratique dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention.

8. C'est pourquoi il est nécessaire, lorsqu'une assistance technique est apportée à un État, de travailler de manière étroite avec les autorités en charge de la protection de l'enfance, des organisations internationales telles que l'UNICEF et des ONG afin de garantir que l'adoption est l'une des options possibles et non « la seule » option.

2. OBJECTIFS D'ICATAP

9. Le but de l'assistance technique apportée par la Conférence de La Haye est d'aider les États dans la mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale, en vue de son fonctionnement efficace et cohérent. Cette assistance technique peut inclure, en particulier³:

- Apporter de l'aide pour l'élaboration et la révision de la législation de mise en œuvre et des règlements y afférant ;
- Donner des conseils sur la création et sur les fonctions des Autorités centrales et des autres Autorités compétentes ;
- Dispenser des formations et toute autre assistance opérationnelle aux autorités et aux acteurs pertinents ;
- Aider à développer des outils permettant le succès des activités reprises ci-dessus, au moyen de visites de diagnostic, du recours à des consultants externes, de partenariats avec d'autres organisations etc. ;
- Offrir des formations spécifiques aux magistrats, ainsi que de l'information et des opportunités d'échanges informels ; et
- Fournir de l'information et des conseils aux États envisageant la ratification ou l'adhésion afin de les aider dans la prise de décision ou dans tout autre facteur pertinent pour la mise en œuvre efficace.

3. QUI BÉNÉFICIE D'ICATAP?

10. L'assistance technique relative à la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale est habituellement apportée aux États d'origine dans lesquels résident les enfants adoptables. L'État d'origine, ainsi que les enfants et les familles résidant dans cet État, bénéficient directement d'une assistance technique fructueuse. En outre, tous les États contractants qui travaillent et coopèrent sur les questions relatives à l'adoption avec

² Voir « La mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale : Guide de bonnes pratiques, Guide No 1 », Conférence de La Haye de droit international privé, Droit de la Famille, 2008. Disponible sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Espace Adoption internationale » et « Guides de bonnes pratiques », para. 47.

³ Voir les Conclusions et Recommandations du Groupe de travail sur l'assistance technique, 17-18 novembre 2011.

ANNEXE 1

iii

cet État particulier en tireront aussi des bénéfices grâce à des adoptions réalisées de manière sécurisée par leurs parents adoptifs.

11. Indirectement, tous les États parties à la Convention, qui de plein droit devraient reconnaître les adoptions certifiées conformes à la Convention (art.23), seront également bénéficiaires. De plus, dans la mesure où la réputation de la Convention ne dépend pas seulement de sa qualité intrinsèque mais aussi de la qualité de sa mise en œuvre, tous les États membres de la Conférence de La Haye en bénéficieront également en définitive.

12. Les États qui bénéficient d'ICATAP connaissent des niveaux différents de développement et des situations sociales et politiques diverses. Le but d'ICATAP, en fonction de ses ressources disponibles, est d'accompagner un certain nombre d'États qui ont des besoins distincts, des niveaux différents d'implication dans le programme ICATAP et des degrés variables dans la difficulté à atteindre des résultats. Tout d'abord, ICATAP tend à améliorer la situation des États connaissant des problèmes majeurs liés à l'adoption internationale (l'enlèvement, la vente et la traite d'enfants à des fins d'adoption internationale). Ensuite, ICATAP tend à améliorer la mise en œuvre de la Convention dans des États ayant de mauvaises pratiques et / ou des pratiques illégales. En outre, ICATAP travaille avec des États qui peuvent potentiellement devenir une nouvelle cible pour les adoptions internationales. Enfin, ICATAP propose une assistance plus limitée à des États ayant de bonnes pratiques et pouvant à l'avenir servir de modèle pour d'autres États et procéder, par exemple, à des jumelages.

4. CRITÈRES ACTUELS POUR LA PRISE EN CONSIDÉRATION DES DEMANDES POUR ICATAP

13. Outre les critères généraux appliqués par le Bureau Permanent pour prendre en considération les demandes d'assistance technique⁴, ICATAP tient compte des critères suivants pour évaluer les demandes d'assistance technique, dans le cas des États ayant de bonnes pratiques et pouvant servir de modèle à l'avenir :

- a) L'État est / sera un modèle pour les autres et l'assistance apportée à travers ICATAP aidera à atteindre cet objectif ;
- b) Le fait que cet État a été capable au fil des années d'améliorer la mise en œuvre du principe de subsidiarité (baisse du nombre d'adoptions internationales et augmentation concomitante du nombre d'adoptions nationales) ;
- c) Le caractère limité (en temps et en ressources) de l'assistance devant être apportée ; et
- d) Le fait que cet État s'engage à apporter une assistance à d'autres États.

14. Dans le cas des États se trouvant dans des situations difficiles liées à l'adoption internationale, ICATAP prend en compte, entre autres:

- a) Le nombre d'adoptions internationales (il est important de travailler avec des États ayant un nombre statistiquement pertinent d'adoptions par rapport au nombre total d'habitants) ou les États qui sont désormais de nouvelles « cibles » en matière d'adoption internationale ;
- b) Le nombre d'États d'accueils avec lesquels l'État demandant une assistance collabore ;
- c) La prévalence des enlèvements, de la vente et de la traite d'enfants à des fins d'adoption internationale dans l'État requérant une assistance ;

⁴ *Ibid.* Ces critères sont : les États concernés ont adressé une demande officielle dans laquelle ils s'engagent à coopérer pleinement avec la Conférence de La Haye dans le cadre de cette assistance ; la demande est conforme à la stratégie à long terme et aux objectifs de la Conférence de La Haye ; la Conférence de La Haye est l'unique et / ou la meilleure entité pour apporter cette assistance ; il apparaît raisonnable de répondre à cette demande en fonction du programme actuel de travail de la Conférence de La Haye ; le nombre de personnes et / ou d'États concernés par une réponse positive à cette demande ; l'intérêt et le soutien exprimés par d'autres États contractants ; les moyens financiers requis ; la faisabilité et les chances de réussite au regard de facteurs sociaux, politiques et économiques pertinents ; la volonté des États concernés d'examiner les bénéfices à s'impliquer davantage auprès de la Conférence de La Haye.

ANNEXE 1

iv

- d) La prévalence d'autres pratiques illicites ;
- e) La possibilité de coordination avec un groupe d'États « amis » qui pourraient soutenir cette assistance technique en coopération avec la Conférence de La Haye ;
et
- f) Le soutien ou l'encouragement de cette assistance par l'UNICEF et d'autres ONG réputées dans cet État.

5. FINANCEMENT

15. Lorsque la plupart des critères exposés ci-dessus sont remplis, il n'est possible de répondre aux requêtes d'assistance technique que s'il existe des fonds disponibles pour cela. Le Budget (régulier) de la Conférence ne prévoit pas directement de tels financements. C'est la raison pour laquelle les contributions volontaires sont essentielles pour permettre à la Conférence de La Haye d'employer un Coordinateur d'ICATAP pour apporter une telle assistance.

16. Jusqu'à présent, le Secrétaire responsable du programme de travail de la Conférence pour la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale a chapeauté à la fois le « dossier Adoption » sous le Budget régulier et les activités d'ICATAP sous le Budget supplémentaire. La gestion au jour le jour des activités ICATAP était assurée par la Coordinatrice d'ICATAP. La Secrétaire responsable pour les questions relatives à l'adoption supervisait et contribuait à ICATAP et la Coordinatrice d'ICATAP a également participé à la mise en œuvre du programme général de travail de mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale sous le Budget régulier⁵. Cette imbrication des activités est réalisée pour le bénéfice du programme adoption en général et est inévitable avec une équipe si réduite.

6. MESURER LA RÉUSSITE D'ICATAP

17. La nature de l'adoption internationale est telle qu'il y a toujours des risques. Le but ultime d'ICATAP est d'aider les États à minimiser ces risques en ayant en place les meilleures garanties possibles. La réussite d'ICATAP est donc mesurable en définitive par l'amélioration de la sécurité des adoptions internationales.

18. Néanmoins, il est très difficile de mesurer la réussite d'ICATAP dans la mesure où elle n'est pas directement liée à un nombre à atteindre d'adoptions internationales ou à un nombre d'États parties à la Convention. En outre, le fait que la mise en œuvre de la Convention dépende également du fonctionnement des systèmes nationaux de protection de l'enfance, le niveau d'efficacité de ces derniers affecte, positivement ou négativement, les résultats envisagés du programme ICATAP.

19. Malgré ces difficultés, quelques exemples pour mesurer le succès d'ICATAP sont décrits ci-dessous :

ACTION	RÉSULTAT
Apporter une assistance juridique pour la rédaction et la révision de la législation de mise en œuvre et des règlements y afférant	La législation nationale est approuvée, y compris les recommandations majeures faites par ICATAP
Apporter des conseils sur la création et les fonctions des Autorités centrales et des autres autorités compétentes	L'Autorité centrale et les autorités compétentes sont correctement mises en place
Réaliser des formations et apporter une assistance opérationnelle aux autorités et autres acteurs pertinents	L'Autorité centrale et les autres autorités sont formées
Aider à développer les outils pour réaliser les activités mentionnées ci-dessus	Publication et diffusion des outils

⁵ Voir la Circulaire lettre L.c. ON No 8(12) relative à la démission de la Secrétaire Jennifer Degeling.

ANNEXE 1

v

Dispenser aux magistrats les formations pertinentes, de l'information et des opportunités d'échanges informels	Les magistrats sont formés et des réunions ont lieu
Information et conseils aux États envisageant la ratification ou l'adhésion pour aider à la prise de décision et autres facteurs pertinents pour une mise en œuvre efficace	Signature / ratification ou adhésion à la Convention de 1993 après l'apport d'ICATAP Signature / ratification pour permettre une meilleure préparation à la mise en œuvre de la Convention

7. STRATÉGIES DÉVELOPPÉES PAR LE PASSÉ (2007 - 2011) : ÉTATS PILOTES ET AUTRES ÉTATS

20. Lorsqu'ICATAP a été créé en 2007, son objectif était de développer un programme pilote pour deux États (dans différentes régions) qui rencontraient des problèmes importants en lien avec les adoptions, tels que l'enlèvement, la vente et la traite d'enfants à des fins d'adoption internationale et / ou qui œuvraient à surmonter ces défis. Les États sélectionnés furent le Guatemala pour l'Amérique latine et le Kenya pour l'Afrique. Finalement, la coopération avec le Kenya étant plus difficile à être organisée que prévu, il a été décidé que la Conférence de La Haye focaliserait plutôt ses efforts sur l'Asie. Le Cambodge a ainsi été sélectionné pour être le second État pilote de ce programme.

21. Les ressources du Bureau Permanent ont alors été concentrées sur ces États, afin de conduire des missions d'évaluation, d'apporter une assistance dans la rédaction de la législation, d'employer des consultants travaillant dans ces États pendant plusieurs mois, d'organiser des séminaires de formation et de mener des discussions avec les autorités et les organisations internationales présentes dans ces États (principalement l'UNICEF).

22. Dans chaque cas, un plan détaillé d'assistance technique a été développé, avec l'appui de l'UNICEF. Le plan définissait les objectifs, les activités, le calendrier et le budget du programme.

23. À la fois au Guatemala et au Cambodge, l'assistance a été apportée avec le soutien d'un groupe d'États membres de la Conférence de La Haye qui étaient particulièrement intéressés par une mise en œuvre et un fonctionnement adéquats de la Convention dans les États du programme pilote⁶.

24. De plus, l'assistance technique a été apportée à d'autres États, mais à moindre échelle, par exemple, des missions d'une semaine pour travailler avec les autorités concernées sur la rédaction de la législation de mise en œuvre de la Convention, des formations pour les magistrats, des formations pour les Autorités centrales, la participation à des séminaires et autres. Ce fut le cas au Kazakhstan, à Madagascar, au Mexique, en Namibie, au Népal et en Zambie. Exceptionnellement dans certains cas, plus d'une mission a été conduite (Chili, Kenya).

25. Enfin, le Bureau Permanent apporte, à la demande des États, des conseils ou des commentaires relatifs à la législation de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'organiser une mission spécifique ou de se rendre dans cet État. Une telle assistance, qui peut être relativement utile, demande néanmoins un investissement en termes de temps et être une charge pour la petite équipe du Bureau Permanent. Cet apport de conseils ou de commentaires a été fait régulièrement par le passé, en tant que soutien post-conventionnel pour la mise en œuvre de la Convention. Toutefois, avec le développement d'ICATAP, cette activité est également considérée comme étant de l'assistance technique.

⁶ Pour des informations sur les résultats atteints dans ces États et dans d'autres États dans lesquels ICATAP est intervenu depuis 2007, se référer aux Rapports annuels, disponibles sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Publications » et « Rapports annuels ».

26. Lorsque qu'une assistance technique a été demandée par un État, la première étape consiste souvent en l'examen et l'apport de commentaires sur la législation en cours de rédaction, préalable à une mission de plus grande envergure. Dans ce contexte, cette activité pourrait être considérée comme de l'assistance technique. Cependant, une demande de conseils et de commentaires sur un projet de législation pourrait aussi être faite sans passer par une demande d'assistance technique, et dans ce cas-là, ce serait considéré comme du soutien post-conventionnel pour la mise en œuvre de la Convention. Cet exemple illustre toute la difficulté de faire la distinction entre le soutien post-conventionnel général et l'assistance technique.

8. STRATÉGIES POUR LE FUTUR (2012 – 2015)

27. Les stratégies développées ci-dessous servent à favoriser la sélection des États avec lesquels le Bureau Permanent travaillera. Cependant, le futur d'ICATAP après le 31 décembre 2012 dépendra de la disponibilité des ressources humaines et financières nécessaires, à la fois au sein de l'équipe du Bureau Permanent (Coordinateur d'ICATAP) et pour les activités dans les États choisis. Comme annoncé dans la Circulaire No 8(12) du Bureau Permanent relative à la démission de la Secrétaire Jennifer Degeling, il ne sera pas possible de poursuivre les activités d'ICATAP s'il n'y a pas de ressources additionnelles disponibles.

28. Les stratégies générales suivantes peuvent être mentionnées :

- Les ressources d'ICATAP dépendent des contributions volontaires des États, et différent donc d'une année à l'autre. C'est la raison pour laquelle il est proposé d'adopter un plan de travail flexible qui permet d'adapter ce travail en prenant en compte les besoins des différents États et les ressources disponibles à un moment donné.
- Ainsi, il est suggéré de ne travailler qu'avec un seul État « principal » à la fois, demandant un niveau d'implication plus important de l'équipe ICATAP du Bureau Permanent et des ressources sur une période plus longue, avec pour objectif de faire des aménagements de manière réfléchie pour de plus petits projets sur un court terme, et de maintenir la capacité de réponse à des crises occasionnelles.
- En conséquence, en fonction du niveau de travail requis par l'État « principal » et des ressources disponibles, ICATAP pourrait être développé dans d'autres États à travers de plus petits projets (voir ci-dessous, « suivi » d'un État et « assistance limitée »). Le nombre de ces États où ICATAP pourrait être développé dépend des ressources disponibles et du soutien d'autres organisations (par exemple, l'UNICEF). Cette approche permettra d'organiser la charge de travail adéquatement et de répondre à des événements inattendus de façon plus aisée, car l'implication avec ces États pourra être facilement adaptée.
- Apporter une assistance technique aux États ayant de bonnes pratiques dans différentes régions du monde, dans la perspective que ces États exercent leur leadership au sein de leur propre région. Ces États peuvent servir de « modèle » et partager leurs pratiques et fournir de l'aide aux autres États de la région. Dans la mesure où ces États « modèles » auront déjà de bonnes pratiques, l'aide dont ils bénéficieront sera plus limitée en termes de temps et de ressources.

Stratégie 1 : ÉTAT « PRINCIPAL »

Travailler avec un État principal (ou exceptionnellement deux États principaux)

29. Pour la période 2012-2015, l'objectif serait de poursuivre le travail avec un État « principal » par année. Souvent, l'État principal se trouvera dans une situation très complexe et aura besoin d'un niveau important de ressources et d'assistance. C'est pourquoi l'engagement du Bureau Permanent avec de tels États devrait être limité à un État à la fois (en fonction des ressources).

ANNEXE 1

vii

30. Dans des cas exceptionnels (par exemple, si l'activité est réduite dans l'État « principal »), le Bureau Permanent pourra travailler avec un deuxième État. Le niveau d'assistance n'est pas toujours linéaire car il dépend de facteurs politiques et sociaux dans cet État. L'activité dans un État peut être telle qu'elle permette d'investir plus de temps et de ressources dans un autre État.

31. Par le passé, le Guatemala a été un État « principal » pour la période 2007-2009 ; le Cambodge a été un État « principal » pour la période 2008-2011.

Stratégie 2 : « SUIVI » D'UN ÉTAT

Suivre le travail réalisé dans des États précédemment considérés comme États « principaux ».

32. Afin d'assurer le succès de la mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale dans des États ayant précédemment reçu une assistance technique en tant qu'États « principaux », le Bureau Permanent envisage en conséquence le suivi de ces États, dans les limites de ses ressources.

33. Le niveau de cette assistance de suivi peut varier, allant de communications avec les autorités de l'État et la recherche d'informations de la part d'organisations partenaires dans l'État d'origine (niveau bas d'activité, comme par exemple au Guatemala en 2011) à une forme plus importante d'assistance de suivi, telles que la poursuite des visites et la coordination à travers le même consultant, ce qui demandera plus d'implication (niveau élevé d'activité, comme par exemple le plan développé pour le Népal en 2012).

Stratégie 3 : ÉTAT MODÈLE

Travailler avec des États qui peuvent servir de modèle pour d'autres États de la région (future « coopération horizontale »)

34. Une assistance peut également être apportée à des États qui pourraient aisément devenir des modèles pour les autres États et offrir leur coopération dans le futur. Les États modèles pourraient être, entre autres, des États ayant une longue histoire dans l'adoption, ayant élaboré des cadres législatifs, avec une communication efficace entre les autorités compétentes et qui ont du personnel disponible pour des formations. Les États modèles demanderont un soutien ponctuel de la part d'ICATAP afin de revoir et améliorer leurs bonnes pratiques existantes, et de mieux préparer la coopération horizontale avec d'autres États dans le futur.

35. Le Bureau Permanent espère pouvoir continuer à se reposer sur des États modèles pour proposer des formations à d'autres États ayant demandé une assistance, et ce en coordination avec le Bureau Permanent. Cette stratégie n'implique que des ressources limitées du Bureau Permanent car l'État modèle sera idéalement en mesure d'apporter la majeure partie de cette aide.

36. Les États ayant déjà eu par le passé le potentiel de servir d'États modèles sont le Chili et les Philippines. D'autres États modèles potentiels pourraient être le Vietnam et le Burkina Faso.

37. Des fonds ICATAP sont nécessaires pour couvrir les dépenses afin de tout d'abord, former au mieux et soutenir les États modèles et ensuite, de permettre à un État modèle d'offrir son assistance technique à d'autres États.

Stratégie 4 : ASSISTANCE LIMITÉE**Apporter une assistance limitée (habituellement une mission « unique ») à certains États**

38. L'apport d'une assistance dans la rédaction et la révision de la législation de mise en œuvre peut être réalisé à travers des communications électroniques, sans qu'aucune dépense ne soit associée à un déplacement. Ce type d'aide devrait normalement s'étendre sur une à deux semaines en fonction de la longueur du texte juridique. Ce fut le cas pour le Panama en 2010 et pour l'Équateur en 2011.

39. De plus, des missions de 2 à 5 jours sont effectuées afin de proposer des formations aux Autorités centrales et autres autorités compétentes, pour expliquer les principes fondamentaux de la Convention et les mesures opérationnelles pratiques utiles. Ces missions facilitent la diffusion de la compréhension de la Convention parmi les représentants de l'État et les professionnels du droit. Dans la majorité des cas, ces missions sont réalisées à la demande de l'UNICEF ou d'une représentation diplomatique d'un État d'accueil, qui couvre les frais de déplacement et les *per diem*. Ce fut le cas à Madagascar en 2010 et au Kazakhstan en 2011.

40. Dans de nombreux cas, les États qui reçoivent une « assistance technique limitée » peuvent avoir besoin d'une mission de suivi après quelques années afin d'assurer que l'assistance apportée à des effets pérennes.

9. RESSOURCES

41. Afin de mettre en œuvre ICATAP, le Bureau Permanent a besoin de ressources humaines (1 juriste expérimenté à plein temps, pour être le Coordinateur d'ICATAP, au minimum) et de ressources financières pour réaliser ces activités développées dans les États. Les ressources concernant les activités entreprises dans les États sont fournies par les États, l'UNICEF ou d'autres organisations. Dans le cas d'une « assistance unique », le soutien financier provient souvent de l'UNICEF et d'autres organisations partenaires.

42. Concernant le personnel, si l'équipe Adoption est composée, par exemple, de deux juristes et d'un assistant administratif à temps partiel (50%), le temps de travail de l'un des juristes sera entièrement consacré aux activités couvertes par le Budget régulier tandis que l'autre juriste assurera les fonctions de Coordinateur d'ICATAP. Le travail administratif peut être réalisé avec l'appui de l'assistant administratif à temps partiel.

43. Étant donné le scénario décrit ci-dessus, le tableau ci-dessous apporte un exemple de la façon dont le temps du Coordinateur ICATAP (un juriste expérimenté financé à travers le Budget régulier) pourrait être utilisé pendant une année :

ANNÉE	ÉTATS	RÉGION	ACTIVITÉS	TEMPS DE TRAVAIL	COMMENTAIRES
État principal	1 État		ICATAP développé dans l'État, à travers l'implication à la fois du BP pour les étapes de « mise en place » et de consultants externes Supervision étroite du BP	4 mois de travail / personne	Seulement un pays par année en même temps
«Suivi» d'un État	3 États		Suivi du travail préalable d'ICATAP Possibilité de développer plus d'activités si l'État « principal » le permet	3 mois de travail / personne	Experts externes pour la plupart des activités développées dans le pays
État modèle	1 État		Une seule mission pour répondre à une demande spécifique de formation	2 semaines de travail / personne	Experts externes
Assistance limitée	1 État		Une seule mission y compris la promotion de la Convention de 1993 et des formations	3 semaines de travail / personne	Experts externes pour certaines des activités se déroulant dans le pays

ANNEXE 1

ix

Séminaire spécialisé⁷	1 Séminaire		Formation d'un large groupe d'États	3 mois de travail / personne	
TOTAL				Approx. 11 mois de travail / personne⁸	

10. PLAN STRATÉGIQUE ICATAP POUR 2012

44. En 2012, l'équipe Adoption est composée de 3 juristes (4 pendant les 4 premiers mois). La répartition du travail au sein de l'équipe peut être résumée de la façon suivante :

- 1 juriste : 4 mois sous le Budget régulier pour réaliser des activités prises en charge par le Budget régulier.
- 1 juriste : 4 mois en tant que Coordinateur ICATAP et 8 mois sur des activités couvertes par le Budget régulier.
- 1 juriste : 50 % sur des activités prises en charge par le Budget régulier et 50 % sur ICATAP.
- 1 juriste (détachement pour 2012) : 50 % sur des activités couvertes par le Budget régulier et 50% sur ICATAP.

45. Les activités souhaitées et proposées et les États ciblés en 2012 sont les suivants :

2012	PAYS	RÉGION	ACTIVITÉS	TEMPS DE TRAVAIL	COMMENTAIRES
État principal	Haïti	Amérique / Caraïbes	ICATAP développé dans le pays, à travers des consultants externes Supervision étroite du BP	2 ½ mois de travail / personne	Expert externe pour la plupart des activités développées dans le pays
"Suivi" d'un État	Guatemala Cambodge Népal	Amérique / Asie	Suivi des activités précédentes d'ICATAP Mission unique et spécifique d'une semaine Possibilité de développer plus d'activités si l'État principal le permet (par ex: formations, recrutement d'un expert externe, développement d'outils)	2 ½ mois de travail / personne	Experts externes pour les activités se déroulant dans certains pays
État modèle	Chili		Mission unique pour répondre à une demande spécifique de formation	1 semaine de travail / personne	Expert externe pour les activités entreprises dans le pays
Assistance limitée	Mozambique Namibie Madagascar Vietnam Belarus ou Kazakhstan	Afrique / Asie / CEI	Mission unique comprenant la promotion de la Convention de 1993 et des formations	3 mois de travail / personne	Experts externes pour certaines activités se déroulant dans les pays Les activités au Mozambique et en Namibie seront financées par l'UNICEF et celles à Madagascar par une représentation diplomatique

⁷ Les séminaires spécialisés à destination de plusieurs États peuvent généralement être considérés comme des activités post-conventionnelles. Toutefois, dans la mesure où elles doivent être financées par le Budget supplémentaire, elles sont mentionnées ici.

⁸ Estimations approximatives. Dans la mesure où il faut prendre en compte les congés, seulement 11 mois par année sont comptabilisés.

ANNEXE 1

x

Séminaire spécialisé	Séminaire francophone	Afrique	Formation d'un large groupe d'États	3 mois de travail / personne	
TOTAL				Approx. 11 mois de travail / personne	

11. PLANS PROVISOIRES POUR ICATAP, EN FONCTION DES RESSOURCES, DU PREMIER JANVIER 2013 AU 30 JUIN 2015

46. L'avenir d'ICATAP après le 31 décembre 2012 dépendra de la disponibilité de ressources humaines et financières, en particulier pour le financement d'un Coordinateur ICATAP et pour des activités qui se déroulent dans les pays.

47. Comme expliqué dans la Circulaire No 8(12) du Bureau Permanent relative à la démission de la Secrétaire Jennifer Degeling, l'actuelle Coordinatrice ICATAP reprendra les responsabilités du dossier Adoption à partir de mai 2012 et son poste sera financé par le Budget régulier. Le poste de Coordinateur ICATAP pourrait disparaître à la fin de 2012 si le financement des salaires n'est pas assuré par le Budget supplémentaire. Il n'est pas possible que la personne gérant le dossier Adoption couvre à la fois les activités couvertes par le Budget régulier et la coordination des activités ICATAP⁹.

48. Pour une meilleure compréhension des implications financières de ce programme, veuillez vous référer au Document préliminaire No 9 B de mars 2012 à l'intention du Conseil d'avril 2012 sur les affaires générales et la politique, pour les années financières 2012/2013 à 2014/2015.

49. Un plan provisoire des activités possibles et des États concernés qui pourrait être développé par le Coordinateur ICATAP est détaillé ci-dessous. Veuillez noter que les États ciblés et les activités sont susceptibles de modifications en raison de l'évolution constante des circonstances sociales, politiques et financières dans ces États ainsi qu'en raison d'autres facteurs qui pourraient affecter l'apport d'une assistance technique.

Deuxième semestre de l'Exercice financier, premier janvier 2013 au 30 juin 2013 (6 mois)

50. L'équipe Adoption sera composée d'un Collaborateur juridique principal et d'un assistant administratif à 50%, pris en charge par le Budget régulier. Ces deux postes sont garantis et devraient être consacrés en majeure partie à des activités prises en charge par le Budget régulier.

51. S'il est possible d'employer un Coordinateur ICATAP (1 Collaborateur juridique expérimenté supplémentaire), l'équipe Adoption pourrait être tout d'abord renforcée en vue de la préparation de la Quatrième Commission spéciale (2014 ou début 2015 ; c'est-à-dire une activité prévue par le Budget régulier) et, si le temps le permet, cette personne pourrait travailler sur des activités ICATAP à hauteur maximale de 50% de son temps de travail.

⁹ Voir Doc. pré-l. No 6 de mars 2012 à l'intention du Conseil d'avril 2012 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, annexe 1 A.

Jan- juin 2013	PAYS	RÉGION	ACTIVITÉS	TEMPS DE TRAVAIL	COMMENTAIRES
État principal					Préparation de la 4ème CS Réduction des activités – pas de nouvel État
“Suivi” d’un État	Haïti Népal Belarus ou Kazakhstan	Amérique / Caraïbes / Asie / CEI	Suivi des activités précédemment développées par ICATAP Formations et développement d’outils	1 mois de travail / personne	Experts externes pour la plupart des activités développées dans les pays
État modèle					Préparation de la 4ème CS et du Séminaire spécialisé Réduction des activités entreprises dans les autres États
Assistance limitée					Idem
Séminaire spécialisé	Séminaire anglophone	Afrique	Formation d’un large groupe d’États	2 mois de travail / personne	Préparation du Séminaire qui aura lieu en juillet ou septembre 2013
TOTAL				Approx. 3 mois de travail / personne	

Exercice financier du premier juillet 2013 au 30 juin 2014

52. L’équipe Adoption sera composée d’un Collaborateur juridique principal et d’un assistant administratif à 50%, pris en charge par le Budget régulier. Ces deux postes sont garantis et devraient être consacrés en majeure partie à des activités couvertes par le Budget régulier.

53. S’il est possible d’employer un Coordinateur ICATAP (1 Collaborateur juridique expérimenté supplémentaire), l’équipe Adoption pourrait être tout d’abord renforcée en vue de la poursuite des préparatifs de la Quatrième Commission spéciale (2014 ou début 2015 ; c’est-à-dire une activité prévue par le Budget régulier) et, si le temps le permet, cette personne pourrait travailler sur des activités ICATAP à hauteur maximale de 50% de son temps de travail.

Juillet 2013 – juin 2014	PAYS	RÉGION	ACTIVITÉS	TEMPS DE TRAVAIL	COMMENTAIRES
État principal					Préparation de la 4ème CS Réduction des activités – pas de nouvel État
“Suivi” d’un État	Haïti Népal	Amérique / Asie	Suivi des activités précédemment développées par ICATAP Formations et développement d’outils	2 mois de travail / personne	Experts externes pour la plupart des activités entreprises dans les pays
État modèle	Burkina Faso	Afrique	Suivi de la mise en œuvre de la Convention de 1993, identification des bonnes pratiques et des défis, et formations de différents acteurs	1 mois de travail / personne	Personnel du PB et / ou expert externe
Assistance limitée	Namibie Mozambique	Afrique	Mission unique comprenant la promotion de la Convention de 1993 et des formations	1 mois de travail / personne	Activités en coopération avec les bureaux de l’UNICEF

Séminaire spécialisé	Séminaire anglophone	Afrique	Formation d'un large groupe d'États	2 mois de travail / personne	Tenue du Séminaire en juillet ou septembre 2013
TOTAL				Approx. 6 mois de travail / personne	

Exercice financier du premier juillet 2014 au 30 juin 2015

54. L'équipe Adoption sera composée d'un Collaborateur juridique principal et d'un assistant administratif à 50%, pris en charge par le Budget régulier. Ces deux postes sont garantis et devraient être consacrés en majeure partie à des activités couvertes par le Budget régulier.

55. S'il est possible d'employer un Coordinateur ICATAP (1 Collaborateur juridique expérimenté supplémentaire), l'équipe Adoption pourrait être tout d'abord renforcée en vue d'assurer le suivi de la Quatrième Commission spéciale (2014 ou début 2015 ; c'est-à-dire une activité prévue par le Budget régulier) et, si le temps le permet, cette personne pourrait travailler sur des activités ICATAP à hauteur maximale de 60 à 85% de son temps de travail ; en fonction du calendrier de la Commission spéciale.

Juillet 2014 – juin 2015	PAYS	RÉGION	ACTIVITÉS	TEMPS DE TRAVAIL	COMMENTAIRES
État principal		Afrique	Large assistance ICATAP développée dans l'État, à travers un consultant externe Supervision étroite du BP		Si la 4ème SC a lieu en 2014, ICATAP pourrait être proposé pour un nouvel État principal (par ex : l'Éthiopie) pour 3 mois de travail / personne
"Suivi" d'un État	Haïti Kenya Namibie <u>ou</u> Mozambique	Amérique / Afrique	Suivi des activités précédemment développées par ICATAP Formations et développement d'outils	4 mois de travail / personne	Experts externes pour certaines activités se déroulant dans les pays
État modèle	Vietnam	Asie	Suivi de la mise en œuvre de la Convention de 1993, identification des bonnes pratiques et des défis, et formations de différents acteurs	1 mois de travail / personne	Expert externe
Assistance limitée	Azerbaïdjan ou Kirghizstan	CEI	Mission unique comprenant la promotion de la Convention de 1993 et des formations Révision de la législation nationale depuis La Haye, préalablement à la mission	2 mois de travail / personne	Experts externes pour certaines activités développées dans les pays Si les ressources et le temps le permettent : dans les deux États ; sinon dans un seul État
TOTAL				Approx. 7 mois de travail / personne	

PROPOSITION D'UN COMITÉ DE PARRAINAGE¹ POUR LE CENTRE INTERNATIONAL D'ÉTUDES JUDICIAIRES ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Actuellement, le Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique de la Conférence de La Haye (le « Centre ») est chargé de la gestion des programmes d'assistance technique et de formation judiciaire exécutés par le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé (la « Conférence »). La plupart de ces activités d'assistance technique sont conduites en coopération avec des organisations internationales spécialisées telles que l'UNICEF. Le Centre fait partie intégrante du Bureau Permanent mais le financement de ses projets repose essentiellement sur des contributions volontaires extrabudgétaires.

L'assistance technique confère une valeur ajoutée essentielle aux fruits du travail de la Conférence. Pour de nombreux Membres, l'assistance technique apportée par la Conférence est indispensable à la mise en œuvre et au fonctionnement efficaces des Conventions de La Haye, mais en même temps, les Membres ne sont pas tous d'accord sur l'opportunité de consacrer les ressources de la Conférence à ces activités ni sur la mesure dans laquelle il convient de le faire. Compte tenu de cette situation, cette proposition a été élaborée pour donner aux Membres qui souhaitent soutenir l'assistance technique apportée par l'Organisation la possibilité de jouer un rôle plus fondamental dans les objectifs de ce travail.

Les critères suivants constituent une proposition en vue de la création d'un Comité de parrainage pour le Centre. Étant donné que le Centre administre toutes les contributions volontaires reçues par la Conférence et qu'il est chargé de gérer les programmes d'assistance technique et de formation judiciaire, cette proposition suggère une approche concrète de l'établissement d'un Comité de parrainage composé d'experts de Membres admissibles de la Conférence, qui pourraient conseiller collectivement le Centre et garantiraient la pérennité des programmes d'assistance technique et de formation proposés par la Conférence.

Objet

Afin de donner aux Membres de la Conférence une voix dans l'orientation et les objectifs stratégiques des activités d'assistance technique et de formation qu'ils financent en contribuant au Budget supplémentaire de la Conférence², l'objectif du Comité de parrainage proposé est d'exploiter les synergies des donateurs et de garantir la poursuite des programmes d'assistance technique et de formation, qui sont fondamentaux pour la mise en œuvre et le fonctionnement efficaces des Conventions de La Haye. En outre, le Comité de parrainage vise à apporter un soutien complémentaire et des recommandations au Centre afin de renforcer l'impact de son travail. L'objectif est de permettre à ceux pour lesquels le fonctionnement fructueux de ces programmes représente un enjeu plus conséquent ou que ces programmes intéressent davantage de peser plus sensiblement à l'avenir sur les modalités d'exécution des programmes d'assistance technique et sur leur étendue.

Compte tenu de ce qui précède, les conditions d'admission au sein du Comité de parrainage sont indiquées ci-après.

¹ Le titre « Comité de parrainage » est proposé sous réserve des vues des Membres et peut être modifié conformément aux points de vue exprimés lors du Conseil sur les affaires générales et la politique d'avril 2012. Ce groupe pourrait être dénommé par exemple « Comité consultatif des Membres pour l'assistance technique » ou « Comité consultatif du Centre en matière financière », et bien d'autres solutions sont possibles. Autrement dit, le titre actuel n'est qu'une suggestion et peut être modifié conformément aux avis des Membres.

² Le Budget supplémentaire est le Budget qui finance les programmes d'assistance technique et de formation de la Conférence.

Conditions d'admission

Les critères suivants pourraient définir les conditions auxquelles un Membre de la Conférence pourrait prendre part aux travaux du Comité de parrainage :

- Avoir contribué au Budget supplémentaire au moins à deux reprises au cours des 3 dernières années (ces contributions peuvent prendre la forme de contributions financières volontaires ou d'un détachement d'experts) et :
 - Pour un Membre auquel l'Union postale universelle (UPU)³ attribue 15 unités ou plus, le montant total des contributions volontaires qu'il a versées est supérieur ou égal à 45 000 EUR sur les trois ans considérés⁴.
 - Pour un Membre auquel l'UPU attribue moins de 15 unités, le montant total des contributions volontaires qu'il a versées est supérieur ou égal au nombre d'unités UPU qui lui est alloué, multiplié par 3 000 EUR sur les trois ans considérés⁵.
- Les fonds doivent être crédités au compte du Budget supplémentaire de l'Organisation pour être pris en compte lors de la détermination de l'admissibilité du Membre au Comité de parrainage.
- Les contributions en nature seront quantifiées dans toute la mesure raisonnable et seront également prises en compte pour déterminer si un Membre remplit les conditions d'accès.
- La composition du Comité de parrainage pour l'année suivante sera déterminée le 1^{er} août de chaque année ou autour de cette date et prendra effet immédiatement. Un Membre jugé admissible restera admissible pour l'année entière. La Directrice du Centre sera chargée de déterminer chaque année les Membres admissibles.
- L'admission au Comité de parrainage est réservée aux Membres qui ne présentent pas un retard supérieur à deux ans dans leurs contributions au Budget régulier de l'Organisation.

Gouvernance

Outre les critères d'admissibilité potentiels énoncés plus haut, le fonctionnement et la gouvernance du Comité de parrainage pourraient également limiter la participation des Membres admissibles à deux représentants désignés au maximum à tout moment.

Le Comité de parrainage pourrait aussi comprendre 1) la Directrice du Centre et 2) le Conseil consultatif du Centre du Bureau Permanent. Le Secrétaire général de la Conférence pourrait agir en qualité de modérateur et de Président du Comité. La Directrice du Centre pourrait agir en qualité de Rapporteur des réunions.

Les réunions pourraient être convoquées par tout membre du Comité de parrainage. Les décisions du Comité de parrainage guideraient le Centre dans ses activités. Le résultat de son travail (y compris des Conclusions et Recommandations) pourraient être soumis au Conseil sur les affaires générales et la politique (le « Conseil »).

Les conseils formulés par le Comité de parrainage pourraient être adoptés à la majorité simple d'un quorum des membres du Comité de parrainage à définir. Toutes ces décisions pourraient toutefois indiquer clairement la position de tous les participants.

³ Le barème de l'Union postale universelle sert également à calculer les contributions annuelles des Membres de la Conférence au Budget régulier.

⁴ Le montant de 45 000 EUR a été fixé comme contribution minimum pour ces États compte tenu du montant qui serait requis pour des États dont l'économie est plus petite pour être admissibles.

⁵ Par exemple, un État membre auquel est attribuée une unité conformément au barème de l'UPU serait admissible au Comité de parrainage s'il avait versé un total de 3 000 EUR ou plus en deux contributions ou plus au cours des trois années précédentes.

ANNEXE 2

iii

Tous les efforts seraient faits pour que les délibérations et les réunions soient conduites le plus économiquement possible. Cela pourrait impliquer, entre autres, le recours aux conférences téléphoniques, à la visioconférence et à d'autres outils électroniques.